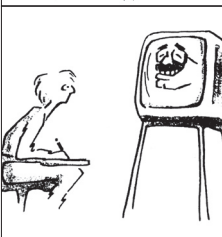
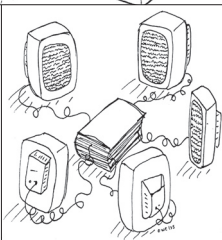
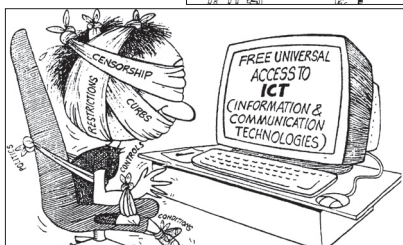


# 2

2005



## E-learning:

Perspectives de l'apprentissage collaboratif en ligne en Afrique

Le cours à distance médias, éthique et religion à l'Université Saint-Paul

## WSIS:

Funding and Democracy Issues of ICTs

## In Practice:

Theses on a Diocesan Communications Concept

# E-Learning Perspectives de l'apprentissage collaboratif en ligne en Afrique

par Michel Philippart, CAMECO

**L'e-learning, ou la formation à distance par Internet, est-ce plus qu'une mode ou qu'un nouvel emballage de l'enseignement traditionnel ? Ouvre-t-il une démarche pédagogique neuve capable de faire mieux que ce que l'on faisait sans lui ?**

**Le professeur Guy Marchessault présente ici un bilan de cinq années d'enseignement à distance par Internet, contribution complétée par l'avis de deux de ses étudiants africains. Au-delà de cas isolés que peut apporter à l'Afrique ces technologies de formation à distance ? Michel Philippart ouvre quelques perspectives.**

Allez sur un moteur de recherche. Tapez « e-learning ». Vous serez submergés. Visiblement l'enseignement en ligne se porte bien. Nouveau marché de la formation sans doute, mais peut-être aussi une opportunité de renouvellement des démarches d'éducation et d'apprentissage.

Depuis l'avènement du Web, les domaines de la formation et de l'enseignement n'ont pas échappé à la mode des « e- ». Vaste bibliothèque et encyclopédie, l'Internet a rapidement abrité du matériel didactique affiché sur la toile. Mais le plus souvent sans interaction humaine. Parfois en interaction par courriel entre chaque apprenant et un tuteur. Puis complété par des forums permettant l'interaction de chaque apprenant avec un tuteur et ses pairs.

Même si on va plus loin et que l'on inclut visioconférences et des programmes mixtes combinant des cours sur site et des cours en ligne à

distance, on reste dans un contexte d'enseignement « présentiel » tirant profit des potentialités de la télématique. L'utilisation d'Internet pour des formations à distance, c'est déjà moins courant et plus exigeant : on ne voit jamais l'étudiant(e), il-elle peut se trouver sur d'autres continents, etc. Pourtant cette offre de formation se multiplie : c'est dans cette perspective que s'inscrivent les cours en ligne sur le thème « Médias, religion et éthique » proposés par l'Université Saint-Paul d'Ottawa dont il est question ci-contre.

En Afrique existe l'African Virtual University<sup>1</sup>. Il y a aussi quelques expériences de formation à distance : mais elles se limitent le plus souvent à une conjonction d'échanges de courrier électronique avec un syllabus – un corps de matières – distribué par Cd-Rom par exemple. A l'exception peut-être de l'intranet de Syfia International<sup>2</sup>, la formation en ligne n'est pas encore utilisée pour la formation continue des professionnels des médias africains.

Dans le monde professionnel des médias en Afrique, la formation permanente reste essentiellement constituée par l'organisation de stages courts de formation, une à trois semaines. Le plus souvent sans suite. Sans inscription dans un processus formatif. Quoi que partant des meilleures intentions du monde, il faut bien reconnaître que cette offre importante en quantité de sessions est éparpillée et désorganisée. Il faut aussi s'interroger sur leur efficacité et leur résultats. Enfin ces sessions sont souvent des interventions dont

les contenus ne répondent pas toujours aux besoins réels du terrain, ou sont définis sans partenariat local et restent sans lendemain ni suivi.

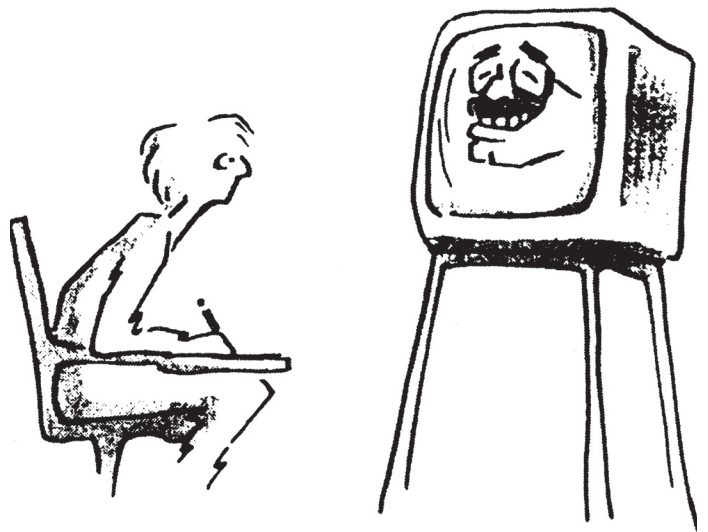
Dans un rapport d'évaluation sur l'offre de formation aux métiers de l'information en Afrique réalisé par le GRET (le Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques, Paris, France) en 2003-2004 pour le compte du Ministère des Affaires Etrangères de France, les auteurs notaient que « la technologie de la formation à distance semble désormais au point. (...) Aussi est-il très paradoxal qu'aucun organisme de formation n'ait encore proposé de services de formation en ligne (cours et exercices en ligne, hot line, chat spécialisé, etc.). Si elles ne peuvent se substituer à la formation « directe », ces techniques représentent un complément et un moyen de suivi qu'il serait très judicieux d'exploiter davantage. »

Il est en effet très surprenant qu'il n'y ait pas – encore – à notre connaissance d'initiatives sérieuses pour utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'Internet en particulier, pour créer des processus de formation collaborative. Certes pour l'Afrique on accablait le faible niveau – en quantité et en qualité – de l'accès à l'Internet. Cependant si l'Afrique reste encore bien en retard sur la plupart des autres régions du monde, des possibilités réelles existent, qui ne sont pas exploitées : par exemple un nombre significatif de radios communautaires et associatives africaines disposent d'un bon

accès à l'Internet (grâce au système de connexion satellitaire direct V-Sat) ; même en milieu rural certaines deviennent la « tête de pont » de centre multimédias communautaires (CMC) équipés de bonnes connexions à l'Internet (de tels CMC ont été mis en place dans plusieurs pays africains par l'UNESCO ; fin 2004 l'UNESCO a soutenu la création de 50 CMC au Sénégal). Par ailleurs les « maisons de la presse » et d'autres « centres de ressources pour les journalistes » disposent aussi de bonnes connexions qui rendraient possible la mise en place de processus d'apprentissage collaboratif visant les agents des médias en Afrique.

« Les progrès de l'enseignement en ligne à la fois dans l'enseignement présentiel et dans l'enseignement à distance sont tels que ces deux types d'enseignements convergent de plus en plus »<sup>3</sup>. Cependant parallèlement à la préparation de projets d'apprentissage collaboratif et de formation en ligne qui combinerait formation à distance, sessions résidentielles et coaching, il reste à s'interroger sur les innovations que cet apprentissage collaboratif en ligne peut procurer : « Une nouvelle technologie éducative a peu d'intérêt si, 'domestiquée', elle ne permet de faire que la même chose plus facilement ou à moindre coût ; mais elle offre un intérêt pédagogique majeur si on l'utilise pour ce qu'elle est capable de faire de neuf et de mieux que ce que l'on faisait sans elle »<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> L'Université Virtuelle Africaine (UVA) est une organisation de formation au service des pays africains. L'UVA vise essentiellement le renforcement des capacités et l'appui au



Source: *Chronicle of Higher Education*, 6/1992

développement économique en exploitant les potentialités offertes par la technologie des télécommunications modernes, pour assurer au profit des étudiants et professionnels africains, un enseignement de qualité et des programmes de formation de niveau internationalement reconnu. Initialement, elle a été créée dans le cadre d'un projet de la Banque Mondiale, et après une phase pilote réussie, l'UVA est devenue une organisation intergouvernementale indépendante reconnue, dont le siège social est basé à Nairobi, au Kenya, et disposant de plus de 34 centres de formation dans 19 pays africains. Pour plus d'informations : <http://www.avu.org>

<sup>2</sup> Une initiative intéressante dans le sens du travail collaboratif par Internet est la plateforme d'échanges et de travail établie par SYFIA International entre ses 10 agences de presse éparpillées dans l'ensemble de la Francophonie, dont six en Afrique. A propos de SYFIA voir « Media Forum » Special Issue 3/2004, pp. 42 – 45 et <http://www.syfia.info>

<sup>3</sup> L'apprentissage collaboratif en ligne: huit avantages qui en font un must', par Marc Walckiers et Thomas De Praetere, in *Distances et savoirs*, CNDS, Volume 2, n° 1, pages 1 à 23.

<sup>4</sup> Idem.

# Le cour de l'Université Saint-Paul: médias, éthique et religion

par Guy Marchessault

L'histoire commence pour moi de façon un peu imprévue. L'Université Saint-Paul, à Ottawa, apprend en 2001 que le gouvernement de la province de l'Ontario, au Canada, cherche des projets universitaires neufs en français. Le Recteur de mon Université rebondit sur les Doyens de facultés, qui eux-mêmes joignent les professeurs... Et me voilà, tout naïf, pris dans un engrenage qui me mènera loin : celui des cours à distance par Internet.

Des cours par Internet à l'université, c'est très répandu. Déjà en 2001. Mais, la plupart du temps, les étudiants demeurent tout près; l'Internet sert à déposer les notes de cours, à donner des tests, etc. Utiliser l'Internet à distance, c'est moins courant et plus exigeant : on ne voit jamais l'étudiant-e, il-elle peut se trouver sur d'autres continents, etc.

A présent, depuis trois ans, j'ai créé et lancé cinq cours par Internet autour de la problématique « Médias, éthique et religion » :

Guy Marchessault est Ph. D., professeur de l'Université Saint-Paul, Ottawa, Canada

\* « Médias, éthique et religion » (septembre-décembre 2002).

\* « Médias et foi chrétienne : deux univers culturels à concilier; divergences et convergences » (janvier-avril 2003).

\* « Foi chrétienne et divertissement médiatique : jusqu'où est-ce compatible? » (septembre-décembre 2003).

\* « Témoigner de sa foi, dans les médias » (janvier-avril 2004).

\* Enfin, de janvier à avril 2005 : « Les médias et le pape ».

Comment se déroulent les cours ? Comme il s'agit du niveau de la maîtrise, on travaille surtout par « séminaires » : 1) des textes-références sont fournis chaque semaine par le professeur (avec ou sans manuel de base); 2) les étudiants réagissent aux textes-témoins; 3) étudiants et professeur interagissent aux textes des uns et des autres; 4) certains travaux plus importants sont demandés en cours de session; 5) un examen vient conclure la session

d'études par Internet.

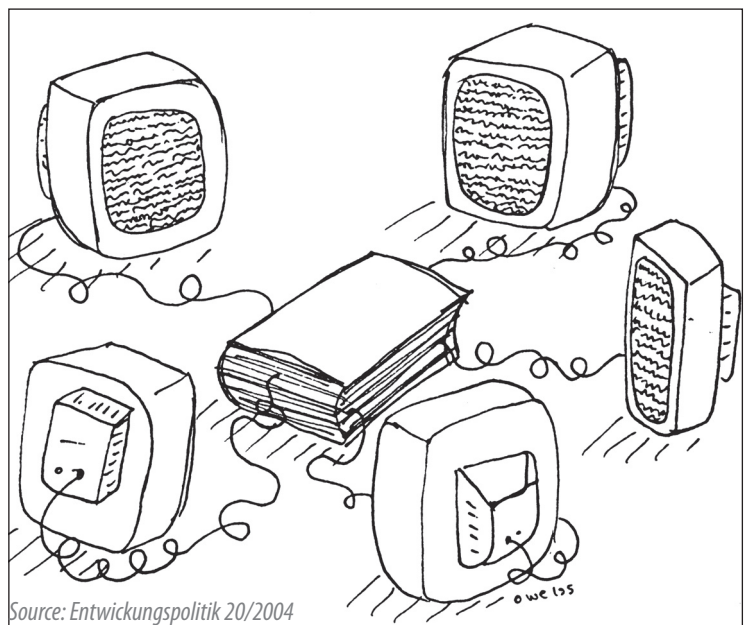
Le nombre d'étudiant-e-s a varié entre 6 et 11 selon les cours. La plupart proviennent d'Afrique francophone, certains d'Europe, un d'Amérique latine et quelques-uns du Canada.

Les évaluations confirment le très grand intérêt suscité par ces rencontres à distance, tant pour le contenu que pour les échanges interculturels extraordinaires auxquels ils ont donné lieu. Jusqu'ici l'Université Saint-Paul s'est contentée de proposer des cours hors programme de 2<sup>e</sup> cycle. Elle espère cependant ouvrir prochainement un programme complet en tant que tel, tant en anglais qu'en français.

### Exigences pour l'enseignant

Bien des embûches surgissent quand on tente de mettre un tel système en place. En voici quelques-unes que j'ai dû affronter une à une :

\* Disposer d'un logiciel pensé pour



Source: Entwicklungspolitik 20/2004

L'abbé Jean Clotaire Boco, prêtre du diocèse de Cotonou au Bénin a suivi deux années les cours par Internet proposés par l'Université Saint Paul d'Ottawa. Actuellement étudiant à l'Université du Québec, il nous partage son expérience et en dégage les bénéfices pour son travail futur, mais aussi pour son statut présent d'étudiant.

« Mon expérience d'étudiant aux cours par Internet de l'Université Saint Paul d'Ottawa animés par le professeur Guy Marchessault m'est profitable à tous égards.

En effet, une profonde observation des différents acteurs de ce cours, des différentes matières enseignées et de la manière dont le cours est livré vient soutenir cette impression.

D'abord, la réelle répartition des différents acteurs du cours dans le temps et l'espace, le fait que nous, étudiants et professeurs, soyons de différentes générations et que nous intervenions réellement et directement depuis nos différents horizons, apporte à la connaissance acquise sa dimension multiforme et le caractère universel de la vérité enseignée et reçue ensemble.

*Ce sont de vraies remises en cause et une inter-culturalité sans influence. Le nombre d'étudiants et l'implication personnelle du professeur sont des atouts majeurs et indéniables à la réussite des objectifs du cours. Certes ces bénéfices peuvent varier selon les difficultés d'un accès de qualité à Internet.*

*Ensuite, les matières enseignées ne sont ni virtuelles encore moins imaginaires. Car si possibilité m'a été offerte de faire valider les crédits obtenus dans mon cursus à l'Université du Québec à Montréal, j'ai surtout eu la joie de remarquer le poids positif et la valeur des matières enseignées en les confrontant à d'autres cours que je suis actuellement à l'UQUAM dans le programme de maîtrise en communication.*

*Enfin, la pédagogie utilisée contraint à mieux gérer son temps sans pour autant astreindre à des exigences académiques et ordinairement liées aux obligations géographiques, journalières et temporaires. Elle amène à rester dans le groupe avec un rythme particulier et des horaires singuliers. De sorte que, tout en se donnant à leurs activités habituelles, étudiants, prêtres et fonctionnaires trouvent du plaisir à étudier ensemble. »*

un cours : il en existe plusieurs (voir encadré) ; il faut faire un choix. Sur quels critères ? Pas évident de répondre, car de plus en plus ils offrent les mêmes fonctionnalités.

Sans doute le prix (certains – et pas parmi les moins bons – sont gratuits, c'est-à-dire sont des logiciels libres ou Open Source), mais aussi leur convivialité du point de vue des utilisateurs.

\* Faire de la publicité : tout un défi quand le public-cible se trouve aux quatre coins de la planète; aucun succès possible sans passer par des réseaux déjà existants.

\* Imaginer des procédures d'admission, tout en exigeant de voir les vrais documents.

\* Réussir des inscriptions aux cours à distance avec les formulaires ap-

## Logiciels d'e-learning et d'apprentissage collaboratif

Plusieurs logiciels de formation à distance existent sur le marché. Ils offrent des fonctionnalités et parfois des environnements assez similaires : création, importation et exportation de contenus ; supervision des apprentissages, outils de communications : forums, discussion (chat), partage de fichiers ; visioconférence ; outils de collaboration : annonces, agenda, groupes ; lieu d'accueil des productions, des travaux des étudiant-e-s ; création et importation de tests (exercices, quizz... ) ; interface d'administration : inscription des participants, configuration de l'environnement, sécurité, gestion des données, etc.

Trois logiciels payants :

Blackboard : <http://www.blackboard.com>

Luvit : <http://www.luvit.com>

Webct : <http://www.webct.com>

Deux logiciels gratuits, « Open Source » :

Moodle : <http://moodle.org>

Dokeos : <http://www.dokeos.com>

propriés.

\* Fixer des prix qui tiennent compte des écarts entre l'Amérique du Nord et d'autres pays, et du fait que les services demeurent restreints pour les hors-campus.

\* Trouver des façons de se faire payer à distance, en passant par les moyens les moins onéreux possibles pour les étudiant-e-s.

\* Trouver des bourses d'études pour les étudiant-e-s moins favorisés, qui sont les premiers visés parce qu'ils se trouvent souvent isolés en brousse ou sur leur île et ainsi dépourvus de ressources réflexives sur ces thèmes.

\* Réussir à faire pénétrer les étudiant-e-s étrangers sur le logiciel de cours à travers les codes d'entrée.

\* Créer des cours neufs ou les re-

penser expressément pour l'outil Internet, ce qui implique que tout le contenu du cours soit écrit de « A » à « Z » (puisqu'on ne voit jamais personne) et que les consignes soient d'une très grande clarté.

\* S'en tenir à des présentations très simples aux niveaux graphique, audio et vidéo, pour que les étudiant-e-s des pays moins développés puissent y avoir accès sans coût faramineux.

\* Restreindre chaque groupe de 2<sup>e</sup> cycle (style séminaire) à 15 étudiant-e-s, pour qu'existe un véritable dialogue entre étudiant-e-s et avec le professeur.

\* Chaque semaine, donner son cours professoral et interagir avec les étudiant-e-s.

Il existe aussi un autre défi – très important – qui se présente à la fin de chaque cours : comment établir la valeur de chaque étudiant-e ? Dans les cours à distance, nous n'avons aucun contrôle possible sur l'identité de la personne devant son ordinateur à l'autre bout... Le taux de tricherie se révèle très élevé dans certaines universités. Ça ne cause pas trop de difficulté lorsqu'il s'agit d'un cours isolé; là où ça compte, c'est quand il s'agit de reconnaître la qualité d'un-e étudiant-e terminant un programme complet. Sera-t-il (sera-t-elle) vraiment compétent-e ? C'est pourquoi plusieurs universités insistent pour que les étudiant-e-s soient obligés de passer un temps précis en résidence sur le campus universitaire, afin de réussir des examens et de compléter des travaux. Cela demeure en fait le seul moyen de contrôle efficace.

Le Père Michel Makumbu Ave-ledi, directeur de la Radio Vuvu Kieto de Mbanza-Ngungu dans le Bas-Congo (République Démocratique du Congo) partage ici les raisons qui l'ont conduit à s'inscrire aux cours en ligne conduits par Guy Marchessault de l'Université Saint Paul d'Ottawa, et les changements de cette formation sur son travail. Il en mesure aussi les avantages et inconvénients :

*« J'ai choisi ce cours car je n'ai pas fait une formation classique en communication. Je suis autodidacte et donc cette formation m'offrait un plus.*

*Cette possibilité de suivre un cours par l'Internet ne m'imposait pas la contrainte d'être dans une salle de classe à des jours et des moments bien précis. Je pouvais donc vaquer à beaucoup d'autres occupations en même temps que j'étudie. Par ce type de cours je me disais aussi avoir la chance d'étudier à peu de frais. Mais après j'ai compris que c'est loin d'être le cas.*

*Ce cours apporte à mes activités des idées nouvelles et diversifiées. J'acquiers, par les idées des autres, de*

*nouvelles manières d'affronter mon travail. Ça m'enlève l'idée "fixiste", statique des choses.*

*Car le forum nous ouvre aux idées et expériences d'autres personnes vivant dans d'autres cultures.*

*Ce genre de formation présente des avantages, mais aussi des inconvénients :*

*\* Quelques points positifs: on gagne du temps, on s'organise comme on veut, coût réduit pour certains.*

*\* Les négatifs: manque de débat approfondi et continu avec les amis étudiants et le professeur, on peut facilement être tenté de négliger les études puisque personne ne vous suit de près, manque de chaleur humaine : les relations entre étudiants et professeur sont presque platoniques. On a à peu près à faire à des collègues étudiants et à un professeur VIRTUELS.*

*Pour nous Africains une difficulté majeure est la rareté de l'Internet qui est un luxe chez nous, ainsi que le manque des bibliothèques et de ressources, surtout en province, hors des grandes villes, comme c'est mon cas. »*

## Bibliographie

Les cours par Internet du professeur Guy Marchessault s'appuient et ont donné naissance à plusieurs livres dont il est l'auteur ou qu'il a dirigé :

**Médias et foi chrétienne : deux univers à concilier, divergences et convergences**, par Guy Marchessault. Editions Fides, Montréal, 2002, 187 p.

**Médias et foi chrétienne : l'image à l'épreuve de l'idolâtrie**, par Guy

Marchessault. Edition No-valis, Montréal/Ottawa, 1998, 263 pages (épuisé, mais encore disponible auprès de l'auteur : gmarchessault@ustpaul.ca).

**Témoigner de sa foi, dans les médias, aujourd'hui**. Ouvrage collectif sous la direction de Guy Marchessault. Collection « Religion et Croyances », Presses Universitaires d'Ottawa, 2005, 465 pages.



Information & Communication Technologies:

## Funding Mechanisms & Democracy Issues

By Sally Burch



**Funding for information and communication technologies (ICTs), and democracy issues in global Internet governance, are the two central themes that the UN will be addressing in phase two of the *World Summit on the Information Society*, to take place in Tunisia next November. Beyond the technical aspects, both topics have wide political and social implications. The following article gives an overview of the debates at the second *Preparatory Committee (PrepCom2)*. Especially the discussion around Internet governance will be continued at the *PrepCom3*, in Geneva on September 18-30.**

In PrepCom2, the main advancement was the draft agreement governments reached on the issue of funding mechanisms, which helped to break the deadlock reached at the end of the first phase of the Summit (Geneva, December 2003); but the agreement evaded engaging developed countries and multilateral organisations to take on new financial commitments, in support of “digital solidarity”.

The documents under discussion, to be adopted at the intergovernmental Summit, also include a political statement, (known as the “political chapeau”) and operational chapters, where the mechanisms and organisational responsibilities for follow-up and implementation of

the agreement of the first phase of the Summit will be spelled out.

Meanwhile, the principle of an information society based on human rights is once again in question. On the one hand, during PrepCom2 IFEX launched its report on a recent fact-finding expedition to Tunisia that documented systematic violations of freedom of expression ([www.ifex.org](http://www.ifex.org)). On the other hand, at the end of the PrepCom, in a civil society exchange on the outcomes, a number of people expressed concern at the loss of the vision: that of a more equitable and inclusive information society, with human rights at its centre, as set out in the Geneva WSIS Declaration adopted in December 2003.

### No new commitments

The agreement on funding mechanisms lists a series of challenges and options destined to closing the so-called digital divide. These remain, however, at the level of recommendations, with no obligation attached. The negotiated solution on the Digital Solidarity Fund (DSF), on which Southern governments had hoped to get a firm commitment, only states that the Summit participants “welcome” the voluntary Digital Solidarity Fund.

For major telecommunications infrastructure projects, the favoured strategy continues to be deregulation to encourage private investment. However, the agreement does encourage allocation of multilateral and bilateral funding for infrastructure projects, and recognises the necessary role of public finance in certain areas where it is hard to attract private investment – but without clarifying where these funds will come from.

Echoing the WSIS I Geneva Declaration and Action Plan, there is recognition of the contribution ICTs can make towards fulfilment of the



Millennium Development Goals (MDGs). ICTs can be an important development enabler, for example, through better ability to access key information and to answer crucial communications needs, in areas such as health, education or production. The refusal to consider new financing mechanisms could mean that the onus of ICT development funding will shift to existing MDG funds, in competition with other more immediate life-saving development needs such as vaccination and clean water.

From civil society, there was criticism of the multi-stakeholder taskforce on this issue, set up following the Geneva Summit that operated for two months under UNDP leadership. This taskforce decided to limit its mandate to reviewing the adequacy of existing funding mechanisms, but declined to explore new options. Civil society was not consulted on its representation and was allowed few delegates on the force. The taskforce report did point to new trends and identified some areas where present mechanisms fail to “meet the challenges of ICT for development”.

The latter include, among others, capacity-building programs, communications access in remote areas, regional backbone infrastructure, affordable broadband access, coordinated assistance for small islands and countries, and integration of ICT into the development sector in areas such as health, education and poverty reduction.

A proposal put forward by the CRIS campaign, jointly with other organisations, stated that information, communications and networks should be considered a global public good; it emphasised the centrality of the role of public finance in the area of information and communications for development; and underlined the role of community driven and owned initiatives in contributing to sustainable development and social empowerment.

Many civil society actors consider the taskforce report could have been much more specific and forceful, which might have strengthened arguments for greater commitment of governments. Taskforce member William Currie, of the *Association for Progressive Communications* (APC), expressed particular disappointment in the slack attitude of the Brazilian and Senegalese governments, which failed to bring into the taskforce any sustained arguments or supporting data, to bolster up the original proposal of a fully fledged international development fund, despite Senegal being one of its main proponents at the 1st WSIS. Both Africa and Latin America have the expertise within civil society, yet

these governments failed to tap this expertise, lamented Currie.

The *Digital Solidarity Fund* is thus the only concrete new funding mechanism to come out of WSIS, and this was on the initiative of local, rather than national governments. Geneva and Lyon announced it at the first WSIS (December 2003), and contributed seed funding. The novelty is the funding mechanism. Already some 120 local governments have voluntarily committed to including a 1% levy on all public bids for electronic infrastructure or service projects, to be paid by the vendor out of its profit margin. Other local and national governments, as well as private companies, are being invited to join, but there is no obligation attached. The Fund is intended to support mainly community ICT initiatives, including training, content and other aspects; but it is not intended to solve the major telecommunications infrastructure projects.

### Internet governance

Probably the most complex issue at this Summit will be Internet governance. It is complex because it is a new and rapidly evolving area, because there is not yet agreement on the scope of the issues it covers, and because of the powerful interests involved.

For civil society organisations, the issue has fundamental human rights implications and must be addressed within a framework that incorporates human rights, development



and democracy as basic principles.

Governments have very differing positions on this issue, and it is not at all clear what level of consensus, if any, could emerge from the Summit. However, there is almost unanimous disagreement (the US excepted) with the status quo, in which most countries have no say in how the Internet is managed, and where a company registered under US law (ICANN), manages the administration of Internet (IP) names and numbers.

Under the present system, organisations from certain countries can effectively be denied web domain names, as a result of US foreign policy or under the dictates of its antiterrorist legislation. In fact unilateral control of the system in theory gives the US the power to cut off a whole country from Internet access. How ever unlikely this may be in practice, many consider unacceptable a system that makes it possible. Brazil's representative to the PrepCom denounced that in the current situation, there is an undemocratic decision-making process on how the Net is being administered, a lack of transparency in who is making decisions, and insufficient participation of the international community.

The range of positions among governments varies from those that are concerned mainly with development and digital divide issues, relating, for example, to lower interconnection costs to ensure better access for all; to those that are keen to get a bigger

share in the business interests of running the networks, at present largely monopolised by US companies. Other governments, meanwhile, hope to increase their possibilities of monitoring or blocking content through technical means, or to be able to introduce regulations by means such as national control of registration of Internet addresses and IP numbers.

A multi-stakeholder working group on Internet governance (WGIG), set up as a result of the 2003 Summit, is developing a report intended to frame discussions at the third *Summit Preparatory Committee* (PrepCom3), to take place in Geneva next September. Civil society has been working actively in and around the WGIG. The *Internet Governance Caucus*, set up during phase I of the Summit, went through an extensive consultation and nomination process to propose civil society members for the WGIG (most of whom were accepted), with a careful distribution by region, gender and areas of expertise. Despite the difficulties of working in a multi-stakeholder environment, the WGIG members are convinced that it has so far been a positive and necessary experience of dialogue, and allows civil society a unique opportunity to express and detail the positions they developed at the Summit, in an open exchange with state and private sector actors.

There is nonetheless concern among some civil society actors that the heated nature of debate around Internet governance and issues such

## MEDIAFORUM 2/2005

as cybercrime and spam, are tending to overshadow the broader but very necessary discussions on the more enabling aspects and social implications of Internet governance. Some key issues are:

- Unilateral control of the root zone file and its effects for the name space
- The crucial role of technical standards in the preservation of an



interoperable global Internet

- The impact of Internet governance on freedom of expression and privacy
- The different implications of Internet governance for women and men
- The impact of Internet governance on consumer protection
- International intellectual property and trade rules where they intersect with Internet governance
- Access to knowledge as global public good.

*Sally Burch is the director of the News Agency ALAI (Agencia Latinoamericana de Información [www.alainet.org](http://www.alainet.org)) in Quito (Ecuador).*

*More information on financing mechanisms and Internet Governance at [www.worldsummit2005.org](http://www.worldsummit2005.org) (go to the right column).*

## In Practice:

### Theses on a Diocesan Communication Concept

The small Archdiocese of Luxembourg has been aiming high with the opening of the new *Service for Communication and the Press*. The office has recently developed the "Theses on a diocesan communication concept". We have spoken to the head of the service, Théo Péporté, to learn more about the practical implications in the realisation of this dynamic process that was started about three years ago. The combination of a comprehensive service package, professional public relations, pro-active media work, internal dialogue and the participation of volunteer-consultants might provide some stimulation also for other small dioceses struggling with limited resources.

*MEDIAFORUM:* What is the principal orientation behind the "Theses on a Communications Concept" and the Service for Communication and the Press?

Théo Péporté: First of all the "Theses" are to clarify that we are not talking about a rigid set of rules but a dynamic process which is to lead to an open concept. It was clear from the start that this is not about one-way communication but that we have to try to establish a dialogue between all members of the Church. Secondly, this already indicates that communication is a matter for the whole Church here in Luxembourg where we try to integrate everybody into this communication process.

Communication works very much via the media and is linked to technology. In this way a third element comes into play, namely the setting up of this bureau – *Service for Communication and the Press*, which assures advice and help and the staff of which are able to provide professional assistance in the setting up of such a communication structure.



Théo Péporté

*MF:* Could you show, using an example, what kind of advice and help I would get from your office?

TP: This can vary so much that I will simply take yesterday as an example: I was asked whether I could get the original text of the first sermon by Pope Benedict XVI which he delivered in Latin. In the afternoon I met with an NGO which is active in development cooperation. They are wondering how to best present their 40 years of existence in terms of public relations. Before that, we were asked by a parish to help them in setting up their website. Of course we offered our assistance and at the same time searched for possibilities where parishioners could get relevant training. These were just the queries from within the Church. Of course, being a press office, we are

approached by journalists, i.e. from outside.

*MF:* Could you briefly describe the most important pillars of your theses? What do they contain?

TP: In my opinion it is important that we decided that, firstly, there are complications happening in the world that we live in. As Church we have to keep reminding ourselves of our strengths and also look at the realities, at what is, and not just at what should be, could be. . . We try to use communication where the "real life" is. Secondly, the difference between internal and external communication is very important to us. These are two different pairs of shoes which, although related to one another, are still clearly differentiated.

*MF:* Let us talk about the internal communication for a moment. What does your office do in this area?

TP: Internal communication means that it addresses the members of the Church. One of the most important factors, also in internal communications, is the definition of target groups. Pastoral staff members need different information compared to people who are organised within an NGO for development cooperation. It is not a question of withholding information from anybody but to make the information specifically available which the individual target groups need or wish.

For example, we publish three "internal" newsletters which have

to be subscribed to, this means that nobody who has not explicitly ordered the newsletter will get it.

This is first of all *ComNews* with news, invitations, reports from the diocese or neighbouring dioceses; there is, secondly, a daily newsletter with the press review. A third edition (about 3-4 times a year) makes important documents available, mainly consisting of liturgical or catechetical work material, interesting statements, i.e. texts which could be of interest to the parishes. Here again, it is not just about sending any kind of information to anybody. Also the newsletters have a communicative aspect. They are fed by the very people who will receive them. But internal communication also of course includes the "Day of the Social Means of Communication", a diocesan festival as a day of encounter for all members of the Church, the running of our website, cultural events, media stalls in churches etc.

Important to us are also the "annual themes". These are a project of the pastoral office with which we work closely together. The annual themes are first discussed in the individual committees and this happens already at a communicative level. Thus nothing is being superimposed from the top but here too it is being attempted to work process-oriented.

*MF: What is the theme for this year?*

TP: For the coming three years the themes water, earth and fire and the initiation sacraments related to them, i.e. baptism, first Holy

Communion and confirmation are to be treated. These annual themes do have two sides each, an external and an internal one. Let's take the example of baptism, water as the symbol for baptism. The external component, the preciousness of water has also become a socially relevant subject and therefore we should look at it, also here in our context. The internal component is the christening as the admission into the community of the faithful.

*MF: That sounds like a lot of coordination effort is involved.*

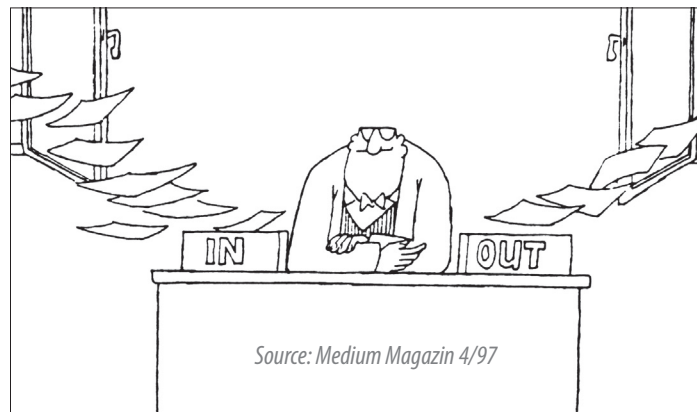
TP: There are also working groups in the office that are made up of volunteers. There is for example an open "building site" on our website which deals with very concrete questions about the sacraments. Another one occupies itself with the technical aspects of our website. There are IT specialists, graphic designers who work on making it even more appealing. A third one looks at a very specific project, the Church and cinema. And there is a working group that provides help for parish newsletters.

*MF: How do you manage to recruit the volunteers?*

TP: It was very easy to find the people. I simply started the request: Who would like to help? There are six to eight people working in each group who volunteered spontaneously. We usually meet once a month.

*MF: And how do you keep them at it?*

## MEDIAFORUM 2/2005



TP: You have to take the people who work with you very seriously. They are not there to carry out tasks that I as the head of the bureau think up, but they work independently on specific subjects. That also means that one should not find too many hairs in too many soups. Apart from that the atmosphere in which this happens should be relaxed and friendly. I see it as my primary task to foster these relationships within the working groups.

*MF: How many people are you in the office to manage all these tasks?*

TP: 2 ½ posts, i.e. 3 people. A secretary and a colleague who mainly compiles the daily press review as this is a very regular task. I as the head am also the official spokesman for the diocese and therefore responsible for the public relations work; moreover, I look after the working groups and update the web page.

*MF: What do you do if one of you is on holiday or sick?*

TP: In that case parts of our projects are just cancelled. I then tell the subscribers by e-mail: Sorry, my

## MEDIAFORUM 2/2005

**Luxembourg**

*The Duchee of Luxembourg is a small country (2 586 km<sup>2</sup>) sandwiched between Belgium, France and Germany. It comprises one diocese, with approximately 390.000 Catholics out of the overall population of 448.000 inhabitants. The official languages are French, German and Luxembourgian.*



colleague is sick, we do not have more personnel. The press review is interrupted until he is fit again.

*MF: Are there tasks that absolutely need to be carried out?*

TP: Of course, for example queries from the press or if we have to quickly react to an official crisis. That's when priorities change fast.

*MF: That takes us to external communication which you described as a priority. Did I get this right?*

TP: For me internal communication has priority. It is clear that we can only communicate to the outside what exists inside. Even if we bring it across very professionally. If the Church wants to present herself as something cheering, liberating then this also has to be lived internally. But of course we should and have to also approach the external communication professionally. This involves primarily press work.

*MF: That means you issue press releases?*

TP: Not daily, and also not weekly

but only if there is something really important to say. That ensures we keep people's attention.

*MF: Do you also produce radio and television programs yourselves?*

TP: We do not have the possibilities for that. Instead we try to maintain good contacts with the media. In this context I should mention another working group that will be up and running by the autumn. It is to deal with proactive media work. What does that mean? I have noticed over the past years that especially the audiovisual media pick up certain subjects at certain times of the year – All Saints' Day, Halloween, at Easter, Christmas, Lent – and have approached me regularly. Usually, I then gave an interview on the radio or on a television program. It would be my wish to work together with some colleagues on how to be better prepared, to ask ourselves, what can we offer in terms of images, sounds and guests, for example. I have a concrete example from last year. When a query from a television station came in about Ash Wednesday we presented a concept. A friend who is a priest burns twigs to ashes on Palm Sunday and uses them to distribute the ashen cross on Ash Wednesday. The television cameras were there and the priest was interviewed. It was a really great feature on Ash Wednesday and lent. Of course we can take up social issues in this way too.

*MF: I know that the official evaluation is only planned for the autumn. Nevertheless, may I already ask you,*

*what has improved because of the new structures?*

TP: I will be very careful not to jump to early conclusions. I see that it is working but it's not yet where I would like it to be. But my vision is more ambitious.

*MF: The vision would be?*

TP: A Church that is able to communicate openly, without fear and at all levels of the hierarchy. I think it is a task of internal communication to reduce this mistrust and this fear. This will never be done 100 percent, that's for sure, we remain human beings, but things have to move in this direction.

*The concept could be downloaded in French and German under [http://www.cathol.lu/article.php3?id\\_article=281](http://www.cathol.lu/article.php3?id_article=281)*

ISSN 1433-6472

Publisher: Catholic Media Council

Editor: A. Sofie Jannusch

Anton-Kurze-Allee 2, D-52064 Aachen

P.O. Box 10 21 04, D-52021 Aachen

Tel. \*\*49-(0)241-70 13 12-0

Fax \*\*49-(0)241-70 13 12-33

E-mail [cameco@cameco.org](mailto:cameco@cameco.org)

<http://www.cameco.org>

Executive Director Daniela Frank

Latin America Christoph Dietz

Daniela Frank

Eastern Europe/CIS A. Sofie Jannusch

Africa/Middle East Michel Philippart

Petra Stammen

Asia/Pacific Georg Amshoff

Documentation/EDP Wasil A. Müller